

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 05/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DU PAYS A PART

ERG DEVELOPPEMENT FRANCE
16 Boulevard Montmartre
75009 Paris

Références : "H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\00_EOLIENNES\Pays à part_(PE du)_Febvin Palfart_038.01301\2 Inspections\16_10_2025_Mise en service"
Code AIOT : 0003801301

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement PARC EOLIEN DU PAYS A PART implanté 16 BD MONTMARTRE 75009 Paris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DU PAYS A PART
- 16 BD MONTMARTRE 75009 Paris
- Code AIOT : 0003801301
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien du Pays-à-Part est constitué de cinq éoliennes VESTAS V112, d'une hauteur totale de 125 m, d'une puissance unitaire de 3,45 MW, ainsi que de deux points de livraison.

L'installation a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 1er juillet 2022.

Le parc éolien a été mis en service le 26 mai 2025.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 15

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
2	Conformité norme NF EN / IEC 61400	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
3	Conformité mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
4	Conformité risques électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
5	Conformité balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
6	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
7	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
8	Intérieur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
9	Essais arrêts avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa	Sans objet
10	Contrôle des brides et du mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
11	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
12	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
13	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
14	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
15	Moyens de lutte contre projection de	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	glace		
16	Mesures de bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relative à la mise en service industrielle du parc éolien du Pays-à-part n'a révélé aucune non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration OREOL
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire. II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : [...] - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;</p> <p>Les données techniques obligatoires à transmettre de la part du pétitionnaire et de l'exploitant sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les données techniques relatives au parc : numéro ICPE, raison sociale, localisation, nom et SIRET de l'exploitant, statut du parc, nombre d'aérogénérateurs et de poste(s) de livraison, date de dépôt du dossier de demande, date de déclaration d'ouverture du chantier de construction, [...]; 2. Les données techniques relatives à chaque aérogénérateur : constructeur, référence commerciale du modèle, puissance installée, balisage lumineux installé, gabarit, coordonnées géographiques, date de mise en service ; 3. Les données techniques relatives au(x) poste(s) de livraison : coordonnées géographiques.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, par courriel en date du 14 octobre 2025, la déclaration OREOL. Les données relatives au parc éolien ainsi qu'à l'entreprise exploitante, la SARL Parc Éolien du Pays-à-Part, y sont correctement renseignées.</p> <p>Les cinq éoliennes sont référencées E1, E2, E3, E4 et E6, et les deux points de livraison sont identifiés PL1 et PL2.</p> <p>Le parc éolien a été déclaré mis en service le 26 mai 2025.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité norme NF EN / IEC 61400

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Certification CE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou « pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ». En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Le certificat n° 0063-7773 V03, en date du 25 avril 2018, atteste de la conformité des aérogénérateurs VESTAS V112 du parc éolien du Pays-à-Part à la norme NF EN 61400-1. En ce qui concerne le contrôle technique auquel sont soumises les opérations de construction des éoliennes, l'exploitant a communiqué à l'inspection par courriel en date du 29 octobre 2025 le rapport RFCT-CT-PVMER-1224-0042 du 23 décembre 2024 établi par le bureau de contrôle SOCOTEC. Ce rapport ne mentionne pas de non conformités à la réalisation des constructions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme «NF EN » IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. « Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité</p>

électrique. »

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports référencés DRE 151 PDL1 et DRE 151 PDL2, établis par la société SOCOTEC en date du 10 octobre 2024, attestant de la mise à la terre des installations :

- Poste De Livraison 1 (PDL 1) pour trois éoliennes ;
- PDL2 pour deux éoliennes.

Les rapports ne font état d'aucune observation ni d'aucune non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité risques électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

L'installation est conçue pour prévenir les risques « d'incendie et d'explosion d'origine électrique ».

Pour satisfaire au 1er alinéa :

- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;
 - « pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes » NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence.
- « Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports référencés n° 25421/24/3406 et 25421/24/3407, établis par la société SOCOTEC, portant sur la vérification des installations électriques avant la mise en service industrielle du parc éolien.

Ces rapports sont accompagnés des rapports de contrôle suivants :

- DRE 151 1&2 : mise à la terre ;
- DRE 152-A 1&2 : installation haute tension ;
- DRE 154-A 1&2 : installation basse tension ;
- DRE 156-2 1&2 : installation autonome ;

- DRE 162-9 1&2 : aval du point de livraison (PDL).

Cette vérification a eu lieu le 10 octobre 2024.

Les rapports indiquent le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, et n'émettent aucune observation ni non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Balisage

Prescription contrôlée :

Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.

Constats :

L'exploitant a présenté les certificats de conformité du matériel de balisage aéronautique, référencés comme suit :

- n° 2018-089-OBS : feux rouges de balisage de moyenne intensité — usage nuit ;
- n° 2019-090-OBS : feux rouges de balisage d'éolienne secondaire — usage nuit ;
- n° 2019-091-OBS : feux blancs de balisage de moyenne intensité — usage jour.

Ces certificats ont été délivrés par le STAC le 20 décembre 2018.

L'exploitant a également présenté le formulaire DGAC de déclaration de montage du parc éolien du Pays-à-Part, en date du 13 juin 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Accès

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue sur l'éolienne E3 et a constaté que la porte d'accès à l'éolienne était fermée à clé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Panneau et identification mât

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Affichage public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue sur les plateformes de l'ensemble des éoliennes du parc (E1, E2, E3, E4 et E6) et a constaté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'affichage du numéro d'éolienne sur le mât, au-dessus des portes d'entrée ; • l'affichage des prescriptions à observer par les tiers, sur les portes d'entrée des éoliennes ainsi que sur les panneaux d'information disposés à l'entrée de chaque plateforme. Ces panneaux mentionnent notamment l'interdiction d'accès, l'interdiction de stationnement, ainsi que la présence de risques électriques et de chute de glace ; • l'affichage des pictogrammes de danger et de risque électrique sur les éoliennes et sur les postes de livraison (PDL).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Intérieur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'éolienne E3 visitée est propre ; aucun entreposage de matériaux combustibles ou inflammables n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Essais arrêts avant mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : « Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. » - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de mise en service (procédure Start-up rattachée), référencés : "0057-4844_V15 – Start-up Procédure_EN #1 WTG > E1_250908, E2_250909, E3_250910, E5_250911 et E6_250912". Ces rapports ont été établis par le constructeur VESTAS dans le cadre de la mise en service des éoliennes. Sur la base de cette procédure, l'ensemble des essais fonctionnels a été réalisé sur les éoliennes afin de vérifier le bon fonctionnement des dispositifs de mise en sécurité des aérogénérateurs, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêt normal (point de contrôle 55.1) ; • les arrêts d'urgence (points de contrôle 22.1, 22.2 et 24.9) ; • l'arrêt en situation de survitesse (points de contrôle 12.2 et 12.3). Les rapports précisent que ces essais ont été effectués sur l'ensemble des éoliennes le 13 juin 2025 et ne font état d'aucune observation à leur issue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôle des brides et du mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle-Brides et mât

Prescription contrôlée :

I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports de serrage réalisés à l'échéance des trois mois pour l'ensemble des éoliennes du parc.

Ces rapports, datés du 13 au 23 septembre 2025, ont été établis par le constructeur dans le cadre du programme de maintenance initiale.

Lors de ce contrôle trimestriel, les opérations de serrage ont été effectuées à 100 % sur les parties structurelles (fondations, étages de tour, nacelle, avant et arrière de nacelle, bras multiplicateur) et de manière partielle — entre 14 et 33 points de contrôle — sur les autres éléments (mâchoires de nacelle, arbre principal – disque et moyeu –, roulements – moyeu et pales –, orientation des pales).

L'ensemble des brides ont été repérées par un marquage de couleur à l'issue des contrôles, permettant une vérification visuelle aisée lors des visites ultérieures.
Les rapports ne font état d'aucune observation ni d'aucune non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Systèmes Instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III

Thème(s) : Risques accidentels, SIS

Prescription contrôlée :

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

L'ensemble des éoliennes du parc éolien du Pays-à-Part est équipé de systèmes instrumentés de sécurité garantissant le bon fonctionnement des éoliennes et de leurs équipements, ainsi que leur mise en sécurité en cas d'incident ou de dysfonctionnement.

Ces systèmes de sécurité concernent notamment :

- la détection de vibration ;
- la détection de survitesse ;
- les arrêts d'urgence ;
- le système d'orientation de la nacelle (Yaw system) ;
- le système d'orientation des pales (Pitch system) ;
- le système de freinage de l'arbre de rotation ;
- la continuité de protection foudre ;
- la détection de fumée.

Les derniers rapports de contrôle émis par VESTAS, incluant la vérification des systèmes instrumentés de sécurité, sont les rapports de mise en service datés du 13 juin 2025. Les rapports ne font état d'aucune observation ni d'aucune non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

L'exploitant a confié la maintenance intégrale du parc éolien à la société VESTAS.

La remontée des informations issues des systèmes instrumentés de sécurité est assurée par le SCADA VESTAS et par l'application VireoX, mise en œuvre par ERG.

Le centre de conduite ERG fonctionne avec une astreinte journalière et une astreinte nocturne hebdomadaire, organisées en rotation entre les différents centres d'exploitation d'ERG.

Le suivi des interventions est assuré en continu, de jour comme de nuit, et celles-ci sont consignées dans le registre d'intervention du parc.

Le registre de maintenance précise la périodicité des vérifications et des tests des systèmes instrumentés de sécurité, fixée à une fois par an pour l'ensemble des dispositifs.

Ce registre se présente actuellement sous la forme d'un tableur, l'exploitant ayant pour objectif de l'intégrer à l'application VireoX.

L'inspection a pu consulter ce registre lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Situations d'urgence – Consignes et procédures

Prescription contrôlée :

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sable, incendie ou inondation.

Constats :

L'exploitant a mis en œuvre un Plan Opérationnel de Sécurité Interne (POSI).

Ce plan décrit les procédures à appliquer en cas de situation d'urgence, d'incident ou d'accident.

Il comporte en annexes :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité ;
- les fiches réflexes déclinées aux situations de : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, ancrages desserrés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sable, incendie ou inondation ;
- les messages d'alertes pour les services de secours ;
- le recueil des exercices d'entraînement.

Les procédures à appliquer en cas de situation d'urgence, ainsi que les fiches réflexes, définissent les rôles et actions à mener par les différents intervenants (opérateurs, centre de conduite, responsable d'exploitation).

Le plan de prévention établi pour le parc éolien du Pays-à-Part, en date du 8 juillet 2025, fait référence à ce POSI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
--

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre incendie

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'un extincteur au dioxyde de carbone (CO₂) à la base de l'éolienne E3 visitée.

L'inspection, ne s'étant pas rendue en nacelle, n'a pas pu vérifier la présence du second extincteur censé y être installé.

L'extincteur au pied de l'éolienne a fait l'objet d'une vérification en juillet 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Moyens de lutte contre projection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
--

Thème(s) : Risques accidentels, Projection de glace

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.

Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.

Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.

Constats :

L'exploitant précise que la détection de givre est effectuée automatiquement par l'analyse de la perte de puissance et du relevé de température extérieure.

<p>Ces informations, ainsi que la mise à l'arrêt automatique des éoliennes concernées, sont transmises au centre de conduite ERG via le SCADA VESTAS et l'application VireoX.</p> <p>La procédure référencée PREXP-005-03, applicable en cas d'arrêt automatique dû à la détection de glace sur les pales, prévoit la réalisation d'une levée de doute sur site.</p> <p>Le logigramme d'intervention décrit dans cette procédure précise les modalités de redémarrage de la machine, pouvant être effectué sur site ou à distance.</p> <p>Cette procédure est référencée dans le Plan Opérationnel de Sécurité Interne (POSI).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Mesures de bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Vérification de la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté du 26/08/2011, dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. II. Annulation par le Conseil d'État en date du 8 mars 2024 de certaines dispositions de l'AMPG faisant référence au protocole acoustique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection rappelle que la mise en service industrielle du parc éolien a eu lieu le 26 mai 2025 et que l'exploitant doit procéder à la vérification de la conformité acoustique dans un délai de douze mois suivant cette mise en service.</p> <p>L'exploitant indique que la consultation de bureaux d'études en vue de la réalisation de l'étude acoustique post-implantation est actuellement en cours, et que la réalisation de cette étude est prévue courant 2026.</p> <p>L'exploitant a également informé l'inspection que le parc est exploité avec le bridage acoustique tel que défini dans le dossier d'autorisation environnementale, ce bridage reposant sur les résultats de simulations acoustiques.</p> <p>L'inspection précise que, pour la réalisation in situ de l'étude acoustique, les essais devront être réalisés avec et sans bridages avant de valider la nécessité et la pertinence des mesures mises en place.</p> <p>Les résultats de ces mesures devront ensuite être corrélés avec ceux des simulations initiales, en vue de déterminer le bridage acoustique définitif à mettre en œuvre pour le parc.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>